





Conditions pour un changement de paradigme éducatif en Afrique de l'Ouest

Formation de commis et maintien d'une éducation traditionnelle

CHAMP SOCIAL

La colonisation s'est effectuée par étapes à partir du xve siècle à la suite des échanges commerciaux et de la création de comptoirs commerciaux. Les premières écoles françaises ont été créées au Sénégal sur l'île de Gorée, réputée pour l'exportation « d'Ebène » (commerce des esclaves), puis surtout à Saint-Louis vers 1830. Mais avec le passage à l'occupation de l'espace africain, les militaires furent amenés à enrôler des troupes sur place et les administrateurs à rechercher d'abord l'alliance des chefferies, puis à recruter du personnel administratif. C'est pour former ce personnel que les premières écoles furent créées et dénommées écoles des chefs, car on y envoyait les fils des chefs. Ce personnel est à l'origine de la petite bourgeoisie, qui a pris le relais des cadres français et a développé les structures des États, en tentant de reproduire le modèle français de l'État-Nation. La place de l'éducation était primordiale, car il s'agissait d'abord de former une élite intellectuelle et politique. L'ambition était sans commune mesure avec les moyens.

L'Éducation pour tous : intentions et réalités

La Conférence Mondiale de l'Éducation pour Tous à Jomtien a défini l'éducation de base comme celle qui fait acquérir à l'individu dans un contexte historique, social et linguistique déterminé, un minimum de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes lui permettant de comprendre son environnement, d'interagir avec lui, de poursuivre son éducation et sa formation et de participer plus efficacement au développement économique, social et culturel de celle-ci. Cette conception est à la base des programmes de développement de l'éducation financés par les partenaires en Afrique de l'Ouest. Ce concept a amené le gouvernement Nigérien, avec les partenaires techniques financiers internationaux, à élaborer un Programme décennal de Développement de l'Éducation de Base, qui se propose

de contribuer à réduire le cycle de la pauvreté par une scolarisation accélérée de tous ses enfants ainsi que par la valorisation du secteur non formel longtemps délaissé par les décideurs politiques. On retrouve cette même stratégie dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Dans le cas du Niger, cet enseignement de base a été scindé en deux, le cycle de base 1 qui reprend l'ancien enseignement primaire et le cycle de base 2 qui reprend l'enseignement donné aux collèges. L'objectif est d'allonger la scolarité pour un maximum d'enfants, malheureusement, sans se préoccuper de la qualité de l'enseignement et des débouchés.

Conditions pour un changement

Pour répondre à la complexité de la pauvreté, nous proposons une école intégrée aux réalités du milieu et appropriée pour construire l'avenir des populations. C'est dans ce cadre que l'éducation de base doit associer parents, maîtres et enfants pour réfléchir sur les situations vécues pour y apporter des solutions pratiques et donner un enseignement universel. Cette éducation de base est donc une éducation pour tous et par tous qui ne peut être conçue qu'à travers des processus d'apprentissages et de manière décentralisée.

Former des hommes et des femmes aux notions de la démocratie, à l'état de droit, au respect de la liberté, aux notions d'hygiène et de santé publique, aux droits de l'enfant et de la femme, à l'évolution de ce monde moderne qui tend vers la globalisation, aux stratégies de conservation de l'environnement, aux notions de tolérance, etc. est une exigence radicale pour tout pays aspirant à vaincre le cycle infernal de la pauvreté. Il n'y aura pas de développement à la base sans une éducation de base touchant les vrais problèmes que vit l'immense majorité de ce pays.

Jean-Pierre Périer Sociologue